



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

septembre 2022

Focus

Salaires, prix et problématiques énergétiques

Principaux résultats

Trésorerie

Les dirigeants de PME / TPE font part d'une nette détérioration de leur trésorerie au cours des 3 derniers mois (-8 points) et s'attendent à une nouvelle dégradation de celle-ci durant les 3 prochains mois (l'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie future perd 4 points à -17 et passe sous sa moyenne historique). Le jugement sur la trésorerie actuelle se dégrade (-6 points) et retombe quasiment sur sa moyenne de long terme. Seuls 11 % des dirigeants rapportent une amélioration de leur trésorerie.

Investissement

Les intentions d'investissement continuent de diminuer ce trimestre. 53 % des dirigeants comptent investir cette année, une proportion en baisse sur le trimestre comme sur 1 an. Il y a désormais plus de chefs de PME / TPE qui estiment que leurs dépenses d'investissement seront en baisse cette année (29 % d'entre eux) qu'en hausse (26 %). Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent la principale destination de l'investissement, plus cités que lors du trimestre précédent. **Le motif environnemental continue de prendre de l'ampleur**, sans doute du fait de l'objectif d'économie d'énergie, dans un contexte d'envolée des prix de marché du gaz et de l'électricité. Il est désormais mentionné par 43 % des dirigeants, une proportion en hausse de 17 points par rapport à la période pré-pandémie.

Accès au crédit

Malgré le contexte de hausse des taux, les dirigeants font part de conditions d'accès au crédit qui se desserrent légèrement et restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante est stable, à 16 %, et reste inférieure aux niveaux observés avant-crise. La proportion de dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse, à 15 % (-3 points sur le trimestre), demeurant inférieure à son niveau atteint un an auparavant.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent de loin la première préoccupation des dirigeants, citées par 60 % d'entre eux (+4 points sur le trimestre). Les coûts et prix trop élevés représentent le deuxième frein à la croissance et inquiètent de plus en plus les dirigeants (41 % d'entre eux, soit +2 points par rapport au trimestre précédent), alors que les difficultés d'approvisionnement s'intensifient. La part des dirigeants déclarant en rencontrer gagne 6 points à 78 % (dont 19 % jugent qu'elles affectent fortement leur niveau d'activité). **Mais la part des dirigeants de PME / TPE qui considèrent qu'elles se sont accrues recule nettement** (-27 points, à 44 %), au « profit » de ceux qui estiment qu'elles sont restées inchangées au cours des trois derniers mois.

Focus Salaires, prix, énergie

61 % des dirigeants de PME / TPE envisagent ou ont augmenté les salaires de leurs collaborateurs en 2022 (+ 6 points par rapport à avril), en premier lieu dans l'objectif de fidéliser les salariés (70 %) mais aussi, et de plus en plus, afin de préserver leur pouvoir d'achat (62 %). Toutes PME / TPE confondues, l'augmentation moyenne serait de +3,1 %.

60 % des dirigeants de PME / TPE envisagent ou ont augmenté leurs prix de vente en 2022 (-1 point). La hausse moyenne (comprenant les PME / TPE ne prévoyant pas de hausse de prix) serait de +4,9 %. Les hausses accordées répondent en premier lieu à un objectif de répercussion des chocs de coûts des approvisionnements observés cette année, qu'il s'agisse des intrants hors énergie (pour 88 % d'entre eux), de l'énergie (33 %), ou des salaires (37 %).

4 dirigeants de PME / TPE interrogés sur 5 redoutent un impact de la hausse des prix de l'énergie sur leur activité, dont 22 % qui jugent cet impact fort. S'ils redoutent un impact d'éventuelles restrictions, seuls 23 % des dirigeants anticipent de mettre en œuvre (15 %) ou ont déjà recouru à des alternatives aux énergies fossiles (8 %). 17 % jugent les alternatives connues trop coûteuses à mettre en place.

Au total, 44 % des dirigeants anticipent une baisse de leur marge nette en 2022, une proportion stable sur le trimestre

Focus PGE

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, 57 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité (contre 54 % en avril). 15 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année. Une large majorité (78 %) pensent en revanche l'amortir sur plusieurs années. 7 % redoutent ne pas être en mesure de pourvoir le rembourser.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Salaires, prix et problématiques énergétiques

03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

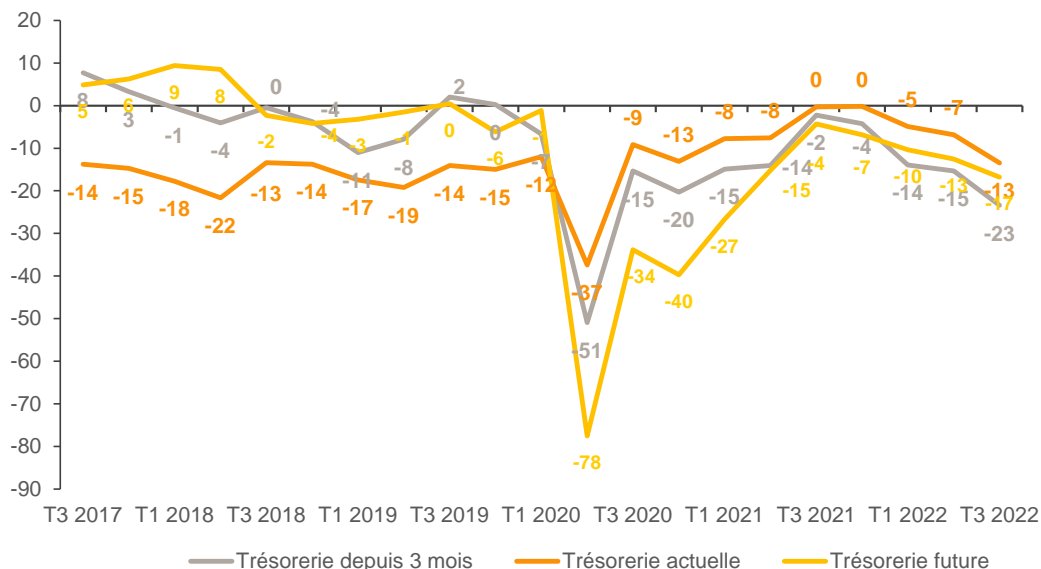


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur leur situation de trésorerie ces 3 derniers mois indique une nette dégradation, l'indicateur perdant 8 point à -23. 35 % des dirigeants font part d'une détérioration de leur trésorerie, une proportion en hausse de 7 points. La part de ceux estimant qu'elle est restée stable baisse assez nettement (-6 points, à 54 %). Seuls 11 % des dirigeants rapportent une amélioration de leur trésorerie (12 % au trimestre précédent), une proportion bien inférieure à la moyenne historique (19 % sur 2017-2021).

Dans ce contexte, l'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE par leurs dirigeants se dégrade logiquement (-6 points, à -13); elle est toutefois à un niveau proche de la moyenne historique de ce solde d'opinion.

Les dirigeants anticipent une poursuite de la détérioration de leur situation de trésorerie à court terme : l'indicateur perd 4 points (à -17).

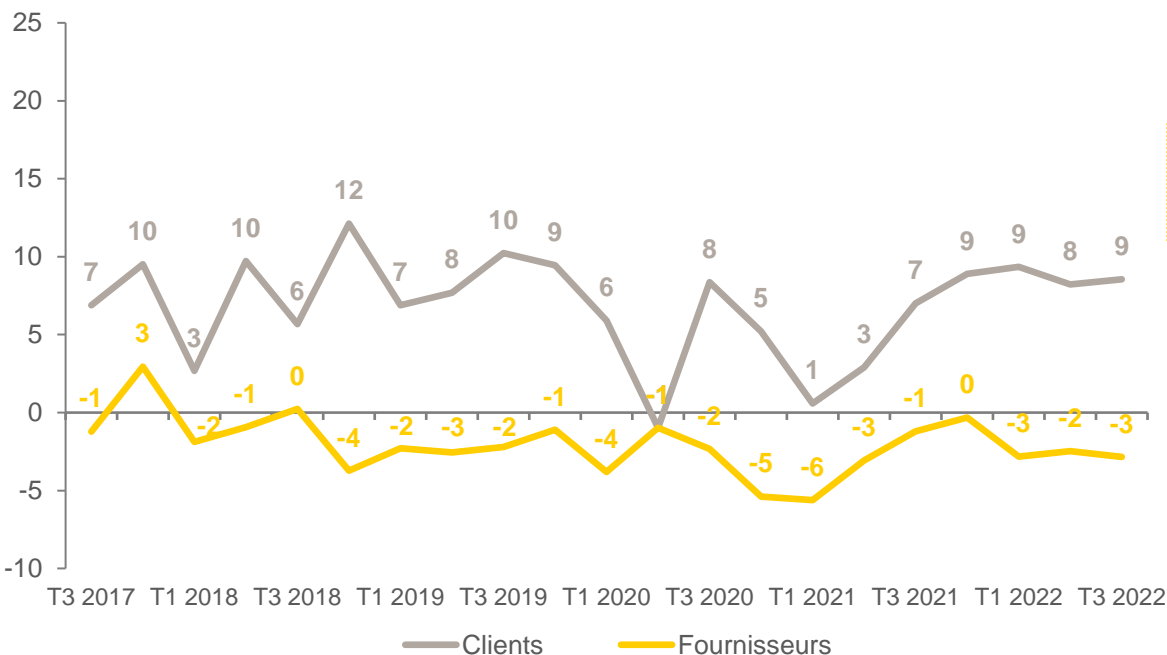
Les hausses de coûts (matières premières, énergie) subies par de nombreuses PME / TPE semblent peser de plus en plus sur leur trésorerie.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Les délais de paiements aux fournisseurs comme aux clients sont relativement stables sur le trimestre. Le solde d'opinion sur les délais de paiement fournisseurs perd 1 point tandis que celui sur les délais clients en gagne 1.

↳ Le « solde commercial »* subi par les PME / TPE augmente légèrement.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

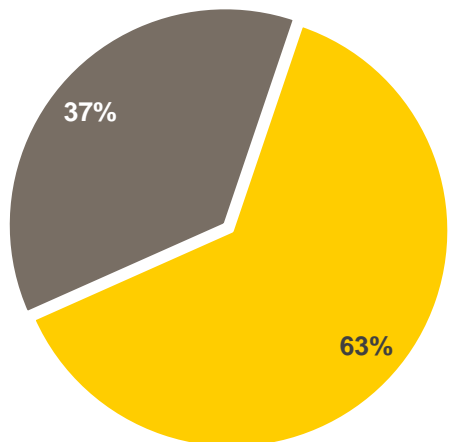
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante recule plus nettement ce trimestre (-5 points): 63 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau nettement inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

% des répondants



- Aucun recours au crédit de court terme
- Recours au crédit de court terme

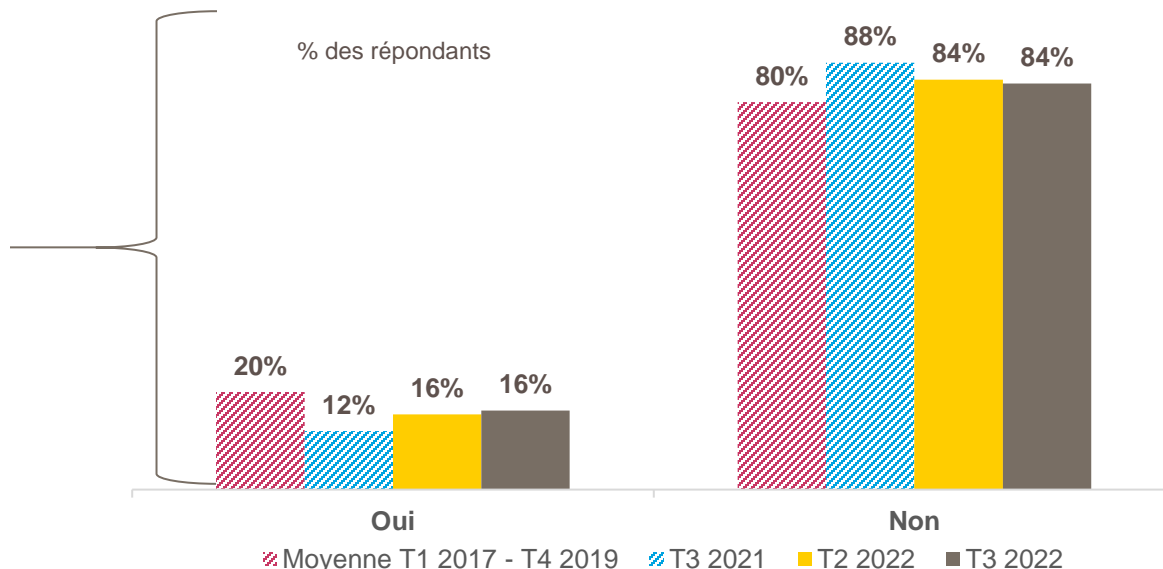
Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, **16 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant**, une proportion stable sur le trimestre et en hausse de 4 points sur un an, qui reste néanmoins plus faible que la moyenne pré-Covid observée pour cet indicateur (20 %).

👉 Selon la Banque de France, les demandes de crédit de trésorerie ont légèrement augmenté au 2^e trimestre 2022. Mais une plus grande proportion d'entreprises ont signalé une augmentation du coût du crédit par rapport aux trimestres précédents*.

% des répondants



■ Moyenne T1 2017 - T4 2019 ■ T3 2021 ■ T2 2022 ■ T3 2022

Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

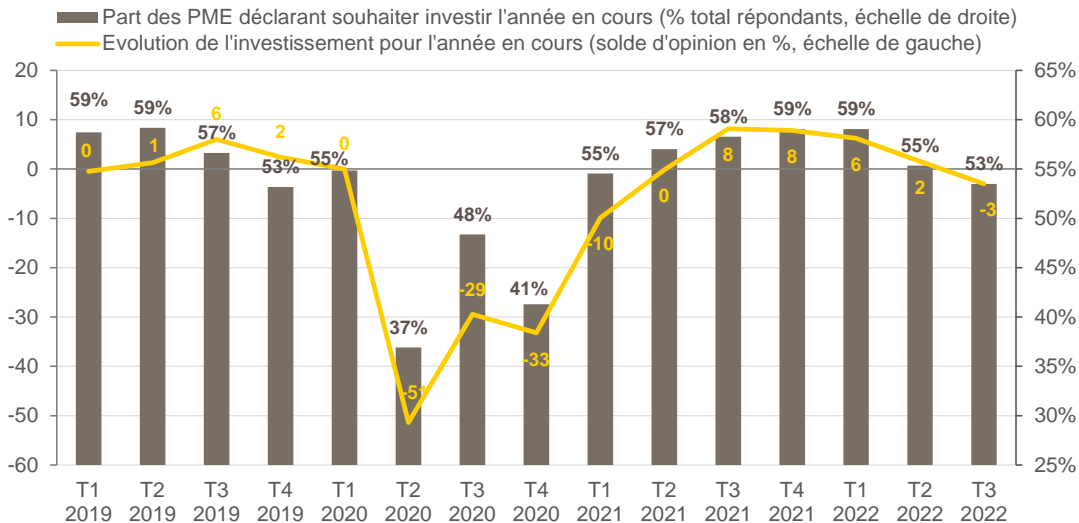
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 3^e trimestre 2022, les intentions d'investissement continuent de reculer : 53 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2022, une proportion en baisse sur le trimestre (55 % au T2 2022) et sur un an (58 % au T3 2021).

Il y a désormais plus de chefs de PME / TPE qui estiment que leurs dépenses d'investissement seront en baisse cette année (29 % d'entre eux) qu'en hausse (26 %). Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis perd ainsi 5 points sur le trimestre à -3, un niveau nettement sous la moyenne observée avant crise sanitaire (+7 sur la période T1 2017 – T4 2019). Enfin, 45 % des dirigeants estiment que ces dépenses seront stables cette année.

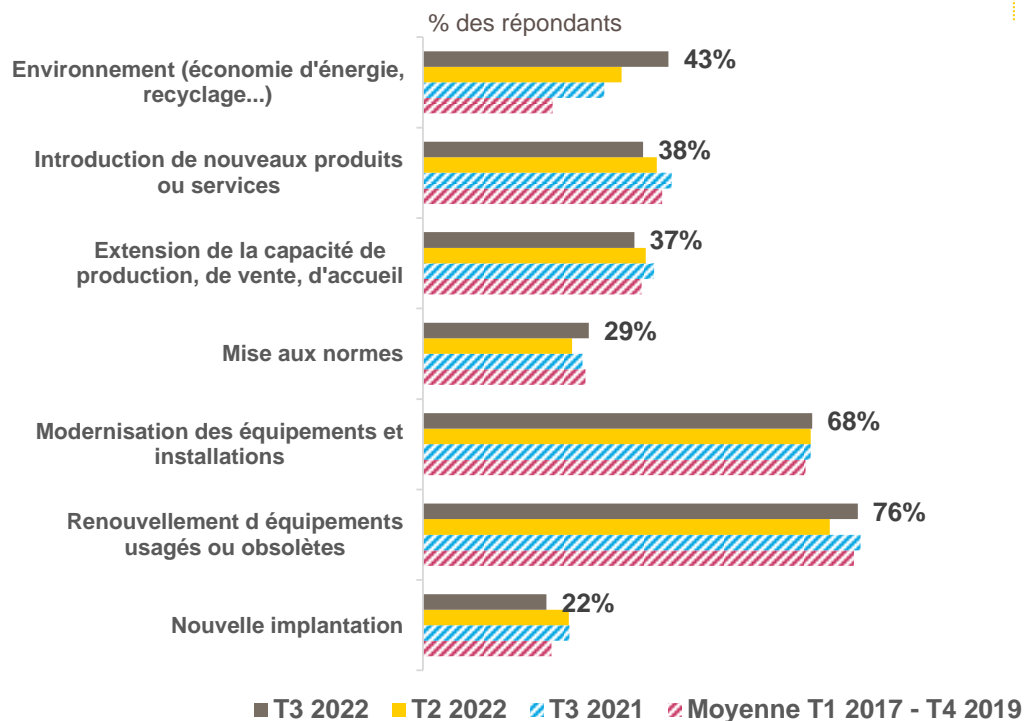
👉 L'investissement des PME / TPE semble commencer à pâtir des incertitudes, notamment géopolitiques, et des tensions sur les prix de l'énergie (gaz et électricité), dans un contexte de probable récession à venir en zone euro. Selon la Banque de France, l'investissement des entreprises ralentirait ainsi nettement en 2022 * : +1,2 % dans le scénario conventionnel, après une hausse de près de 12 % en 2021.

*Voir « [Projections macroéconomiques - juin 2022](#) », Banque de France

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement, comme toujours. Le renouvellement est d'ailleurs cité plus souvent qu'au trimestre précédent (par 76 % des PME / TPE comptant investir et par 68 % d'entre elles pour la modernisation).

Le motif environnemental (qui inclut l'objectif d'économie d'énergie) est désormais la troisième raison invoquée, avec la plus forte progression (+8 points sur le trimestre et + 11 points sur un an). 43 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement, dans un contexte d'envolée des prix de marché de l'énergie et de risques de pénurie cet hiver pour le gaz.

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production (cités par resp. 38 % et 37 % des dirigeants, des proportions en baisse sur le trimestre).

Les objectifs de mise aux normes et de nouvelle implantation sont cités par environ 30 % des dirigeants ce trimestre.

Base : Répondants comptant investir en 2022

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

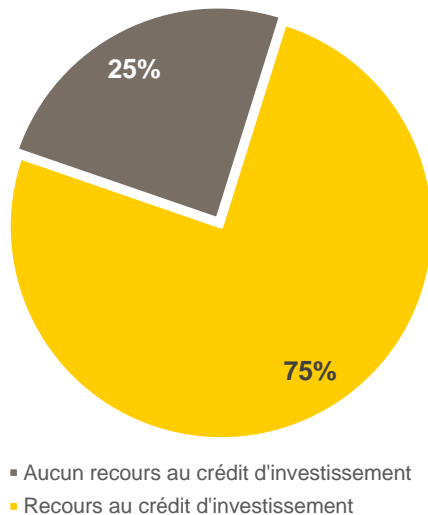
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

75 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2022 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion toujours stable ce trimestre mais bien inférieure à sa moyenne d'avant crise (82 %).

% des répondants

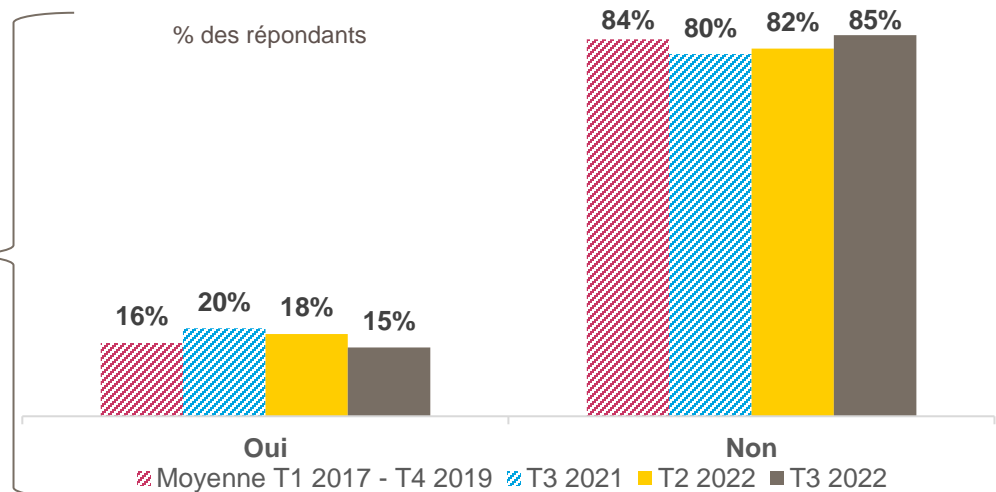


Base : Répondants comptant investir en 2022
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Cette proportion s'affiche en baisse sur le trimestre (-3 points), et reste inférieure à celle observée il y a 1 an (-5 points).

✎ Mais l'enquête trimestrielle auprès des banques sur la distribution du crédit (BLS)* montre un très net durcissement des conditions d'octroi du crédit, dans un contexte de resserrement monétaire européen. La perception du risque est le principal facteur de durcissement du crédit.

% des répondants



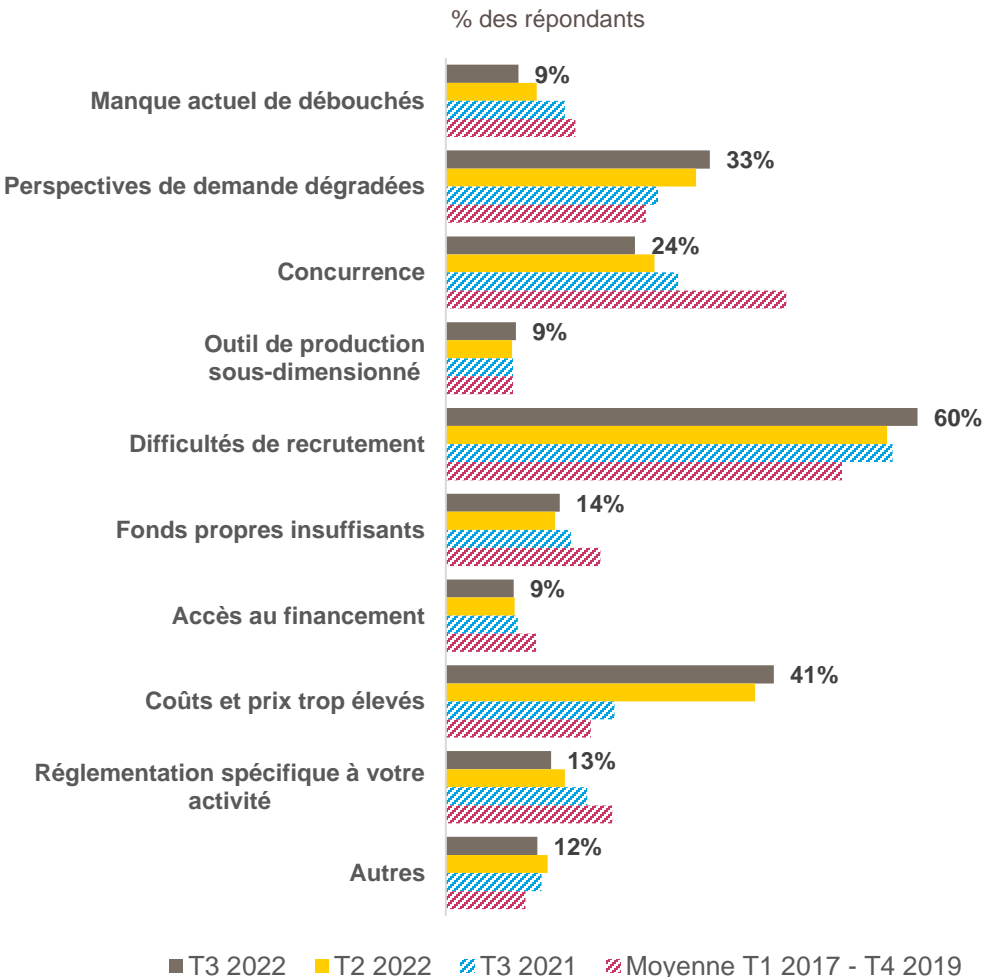
Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2022
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Voir « [The euro area bank lending survey – Second quarter of 2022](#) », BCE

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement s'intensifient ce trimestre (+4 points) et sont toujours de loin la première préoccupation des chefs d'entreprises, citées comme un frein à l'activité par 60 % des dirigeants de PME / TPE.

Les coûts et les prix trop élevés arrivent en deuxième position (+2 points sur le trimestre et +20 points sur un an), cités par 41 % des dirigeants de PME / TPE, alors que les difficultés d'approvisionnement se sont intensifiées (cf. slide suivante). En conséquence, les dirigeants comptent partiellement répercuter ces hausses sur les prix de vente; une partie du choc serait absorbée par leurs marges (cf. focus).

Les contraintes de demande sont pour la plupart un peu moins souvent citées. Les perspectives de demande dégradées contraignent néanmoins l'activité de 33 % des dirigeants, une proportion en hausse de 1 point sur le trimestre, et proche du niveau de fin 2019. Le manque de débouchés est de moins en moins cité comme un frein (9 % des dirigeants, soit deux points de moins). Le niveau de la concurrence concerne 24 % des dirigeants des PME /TPE, soit 2 points de moins que lors du 2^e trimestre.

Freins à la croissance (2/2)

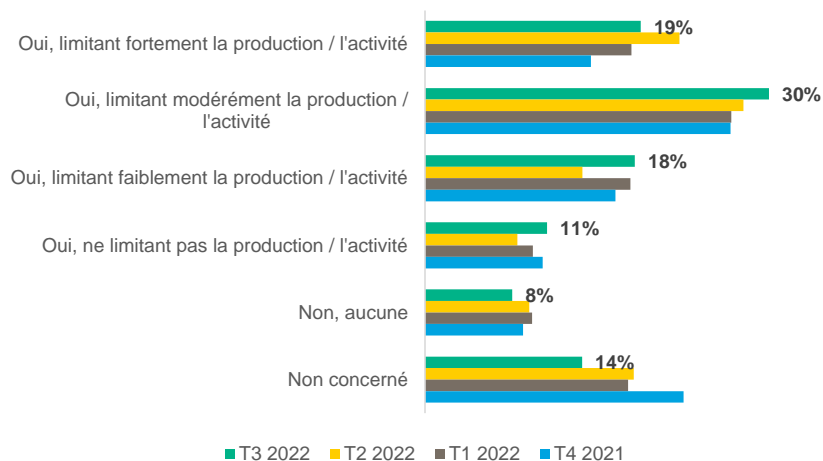


- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

78 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement, soit 6 points de plus qu'au trimestre précédent (72 % en mai dernier). 8 % n'y sont pas confrontés et 14 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

À 68 %, la part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent leur activité augmente de 4 points (64 % au 2e trimestre). La part de celles jugeant qu'elles limitent fortement leur activité recule toutefois (19 % contre 22 % en mai dernier).

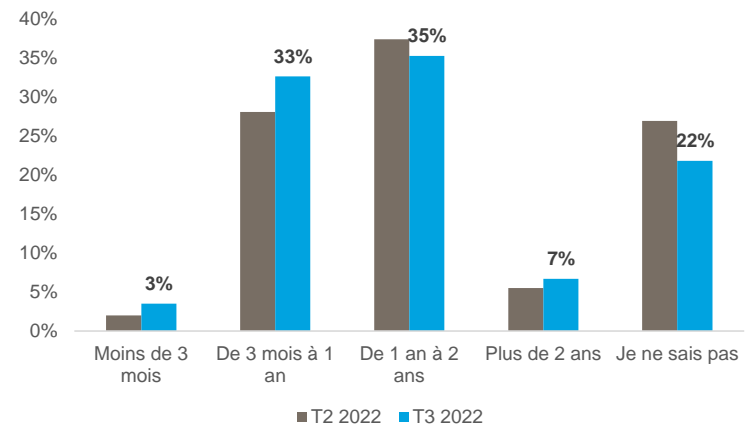
% des répondants



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **une moitié d'entre eux (50 % exactement, soit +23 points) considèrent qu'elles restent inchangées ces trois derniers mois. La part de ceux qui considèrent qu'elles se sont intensifiées recule nettement** (de 27 points, à 44 %). Seuls 6 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois.

Les dirigeants s'attendent à ce que ces difficultés se poursuivent : 42 % d'entre eux pensent qu'elles ne résorberont pas avant au moins 1 an. 36 % des dirigeants anticipent à l'inverse leur résorption d'ici 1 an. 22 % des dirigeants n'ont pas de visibilité.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

Focus – Salaires, prix et problématiques énergétiques



Salaires, prix et problématiques énergétiques (1/8)



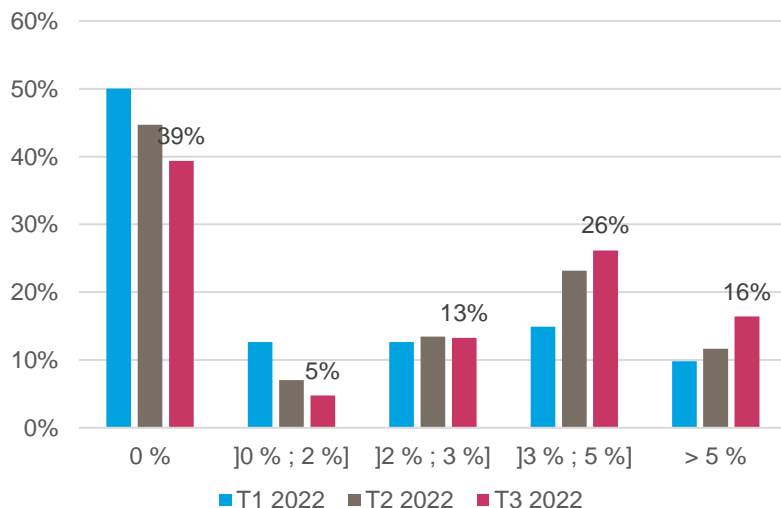
- Avez-vous ou envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2022 ?
- Si oui, quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2022 ?

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2022



61 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022. Cette proportion est en hausse de 6 points par rapport à avril et de 11 points par rapport à février. Les PME d'au moins 10 salariés sont plus nombreuses à envisager d'augmenter les salaires cette année (79 % vs 57 % pour les TPE de 1 à 9 salariés).

Augmentation des salaires prévue en 2022



L'évolution salariale moyenne au sein des PME / TPE, qu'elles aient ou non augmenté ou prévu de le faire les salaires de leur collaborateurs, serait de +3,1 % en 2022*, soit davantage qu'anticipé en avril (+2,7 %) et février (+2,2 %) derniers. En particulier, 43 % des dirigeants prévoient ou ont effectué des augmentations salariales pour 2022 supérieures à 3 %, soit 8 points de plus qu'il y a 3 mois et 18 points de plus qu'en début d'année. Parmi eux, 16 % tablent sur une hausse moyenne de plus de 5 % (contre 10 % en début d'année).

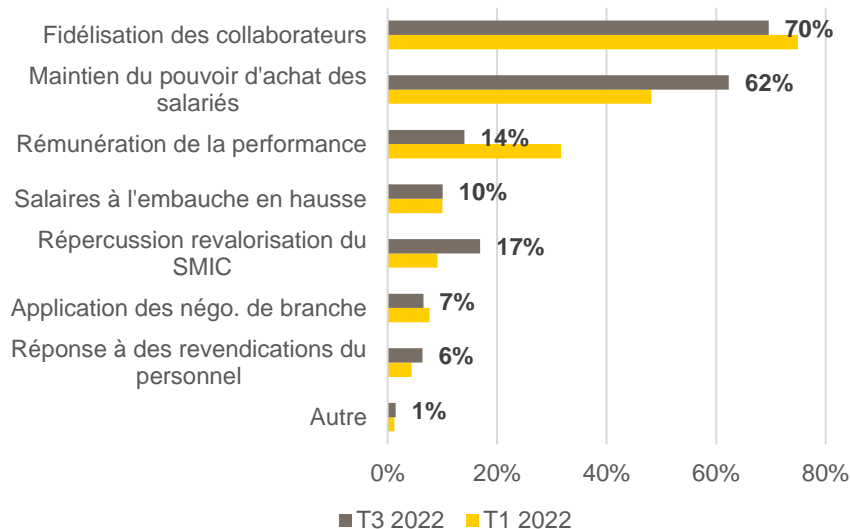
Salaires, prix et problématiques énergétiques (2/8)



- A quelle(s) motivation(s) principale(s) répondent les évolutions de rémunérations que vous envisagez (pour les salariés en place ou à l'embauche) ?
- Pour quelle(s) raison(s) principale(s), n'envisagez-vous pas d'augmenter les salaires de vos collaborateurs en 2022 ?

Les dirigeants qui prévoient des augmentations salariales dans leur entreprise le font avant tout dans le but de fidéliser leurs collaborateurs (70 % d'entre eux) et de plus en plus souvent afin de maintenir leur pouvoir d'achat (pour 62 % d'entre eux, contre 48 % en début d'année). La rémunération de la performance entre bien moins souvent dans les motivations des augmentations (14 %) à l'inverse de l'impact de la revalorisation du SMIC qui motive 17 % des dirigeants.

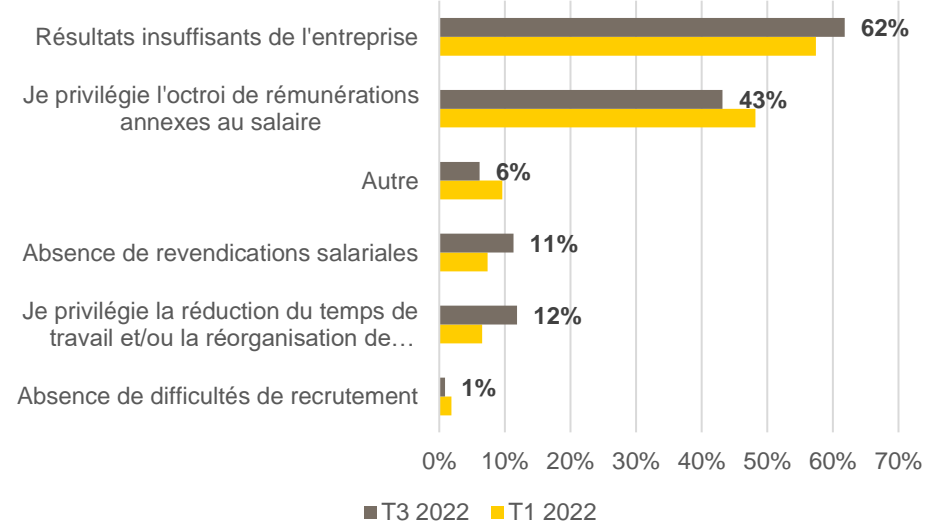
Principales motivations d'augmentation des salaires



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME prévoyant d'augmenter les salaires en 2022

Parmi les 39 % de dirigeants qui ne comptent pas augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2022, près des deux tiers d'entre eux (62 %) l'expliquent par les résultats insuffisants de leur entreprise. 43 % indiquent privilégier l'octroi de rémunérations annexes au salaire (primes, intéressement...) et 12 % privilégient la réduction du temps de travail ou la réorganisation de l'activité.

Principales raisons de non augmentation des salaires



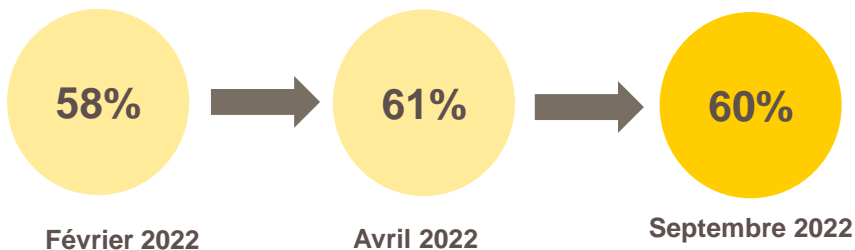
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME ne prévoyant pas d'augmenter les salaires en 2022

Salaires, prix et problématiques énergétiques (3/8)

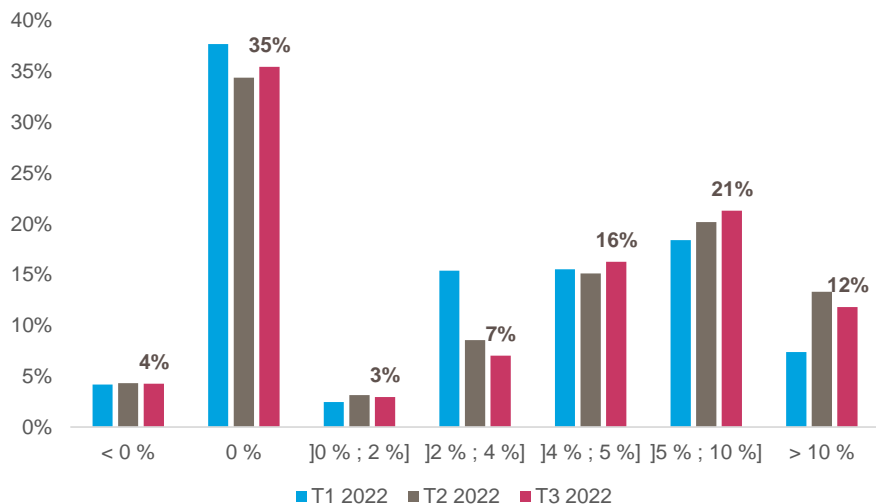


- En moyenne sur l'année 2022, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2021 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2022



Évolution des prix de vente prévue en 2022



Interrogés fin août-début septembre, **60 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022**. Cette proportion est quasi-stable par rapport aux anticipations formulées à la fin du mois d'avril (61 %). 35 % prévoient de maintenir leurs prix inchangés et 4 % de les baisser.

71 % des dirigeants qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement anticipent d'augmenter leurs prix. Ils ne sont que 22 % dans ce cas en ce qui concerne les dirigeants ne faisant pas face à des tensions sur leurs approvisionnements. **Ces tensions semblent donc bien jouer un rôle déterminant pour les évolutions des prix.**

L'augmentation moyenne des prix anticipée pour cette année, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est quasi identique à celle attendue fin avril : **+4,9 %* contre +5,2 % anticipé fin avril**. En particulier, 12 % des dirigeants anticipent une hausse de leurs prix de vente supérieure à 10 % (contre 13 % dans ce cas au printemps). Notons que l'indication fournie à cette période de l'année pour l'exercice en cours relève probablement plus d'une constatation que d'une anticipation, contrairement à l'indication fournie en avril.

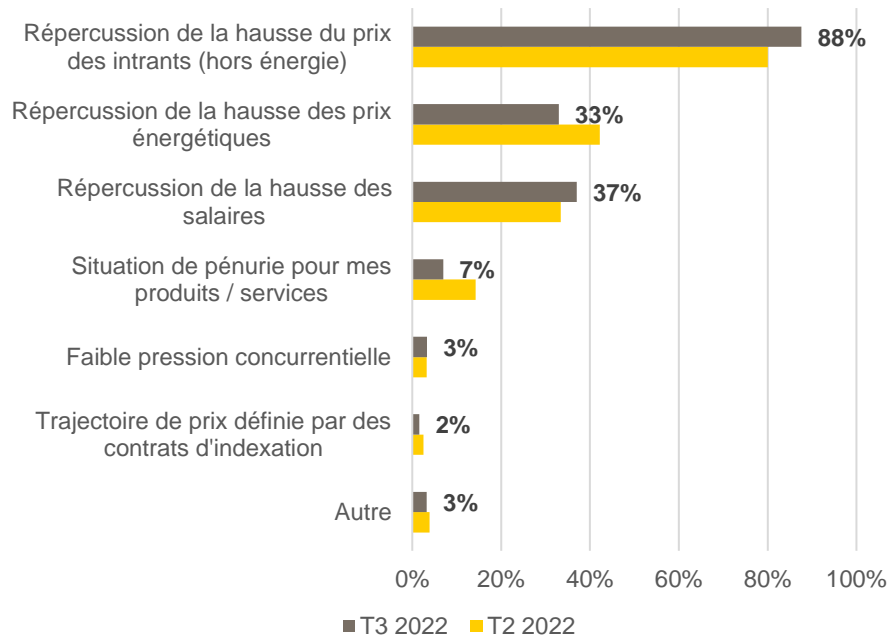
Salaires, prix et problématiques énergétiques (4/8)



- Pour quelle(s) raison(s) principale(s) pensez-vous augmenter vos prix ?
- Pour quelle(s) raison(s) principale(s) pensez-vous ne pas augmenter vos prix ?

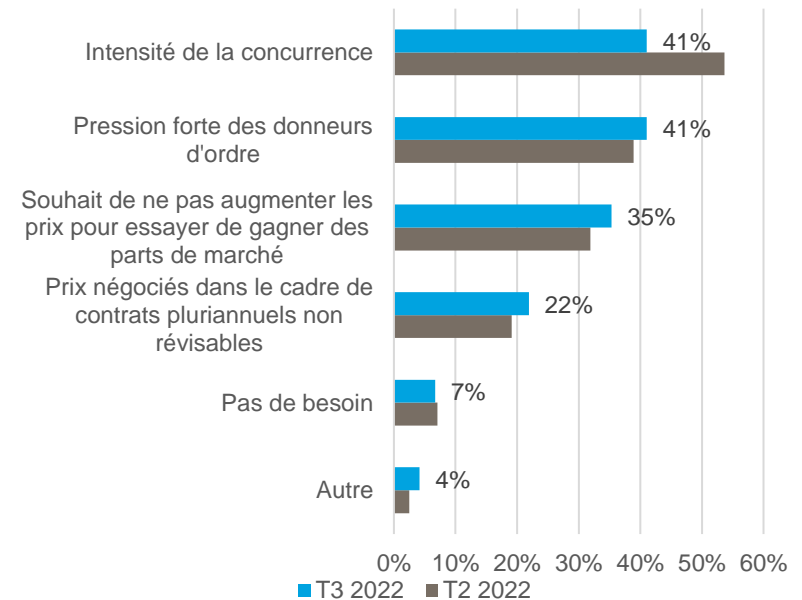
Les dirigeants qui prévoient d'augmenter leurs prix de vente le font surtout en répercussion de la hausse des prix des intrants hors énergie (88 %) et/ou énergétiques (33 %). Cette dernière proportion est toutefois en recul. A l'inverse, 37 % des dirigeants comptent relever leurs prix en raison des augmentations de salaire accordées (33 % en avril). Les situations de pénurie ont moins d'impact sur les hausses de prix qu'au printemps.

Principales motivations de hausse des prix



Les dirigeants qui ne prévoient pas de hausse de leurs prix de vente cette année sont aussi nombreux à l'expliquer par l'intensité de la concurrence (une proportion toutefois en recul de 54 à 41 %) que par la forte pression exercée par leurs donneurs d'ordre (41 % d'entre eux). 35 % le font pour essayer de gagner des parts de marché.

Principales raisons de non augmentation / baisse des prix

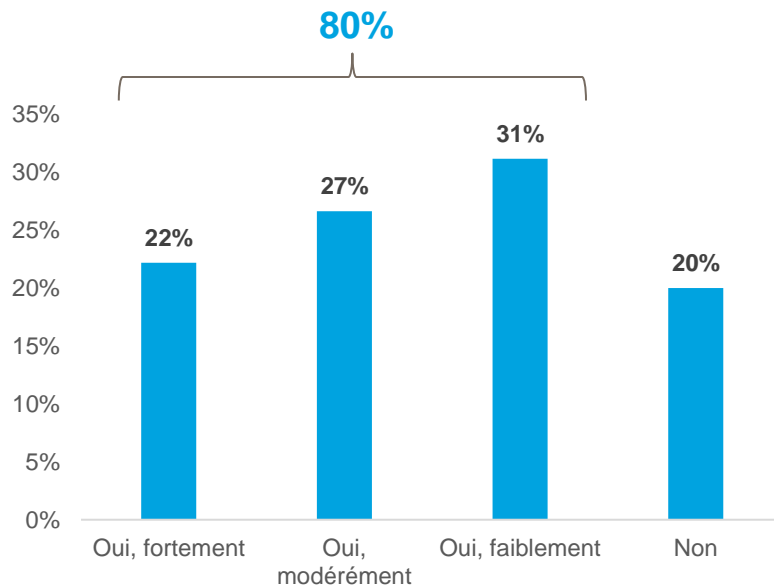


Salaires, prix et problématiques énergétiques (5/8)



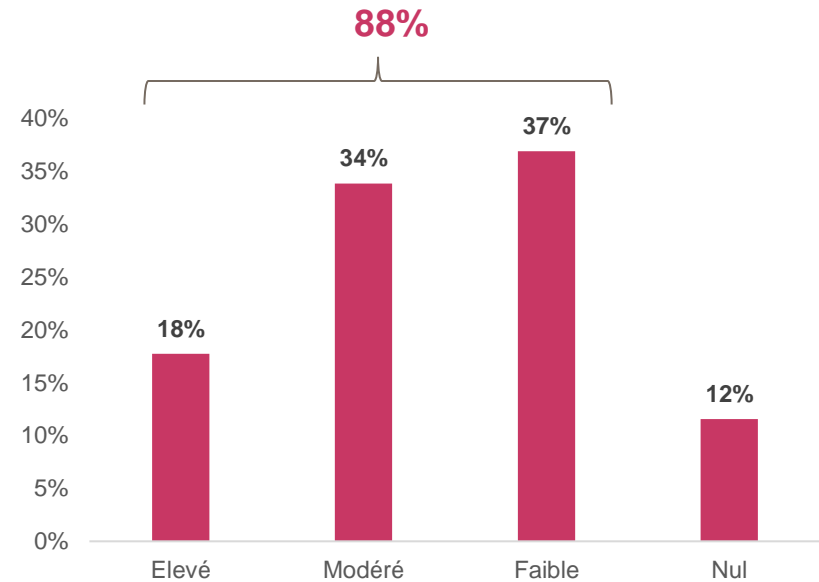
- La hausse des prix de l'énergie (pétrole, gaz, électricité) affecte-t-elle négativement votre activité /production ?
- En cas de restrictions à la consommation d'énergie, quel impact attendez-vous sur votre activité / production ?

Impact de la hausse des prix de l'énergie sur l'activité



4 dirigeants de PME / TPE interrogés sur 5 considèrent que la hausse des prix de l'énergie exerce un impact sur l'activité de leur entreprise. Cet impact est jugé fort par 22 % d'entre eux.

Impact d'éventuelles restrictions à la consommation d'énergie sur l'activité



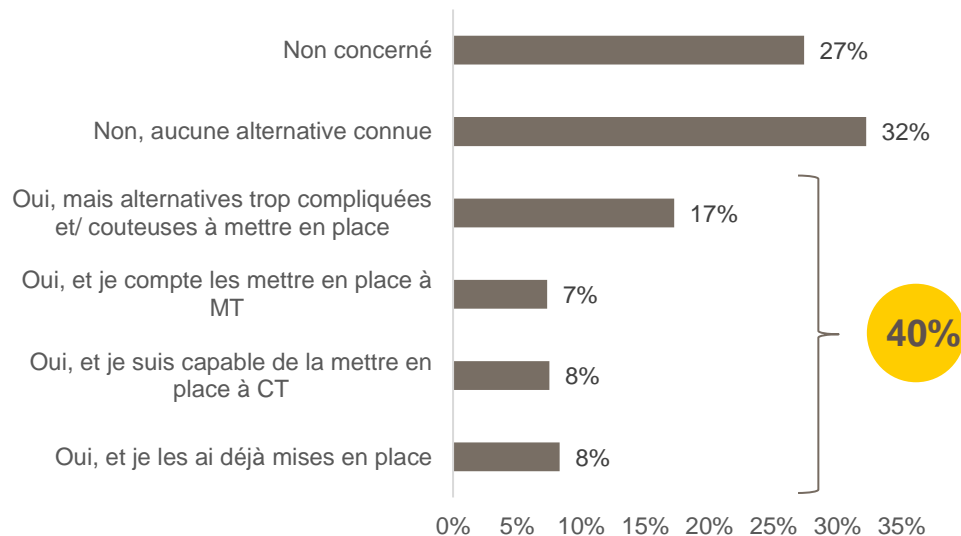
18 % des dirigeants de PME / TPE interrogés craignent que d'éventuelles restrictions de la consommation d'énergie aient un impact élevé sur leur activité. 37 % estiment que cet impact resterait faible et 34 % qu'il serait modéré.

Salaires, prix et problématiques énergétiques (6/8)



- Avez-vous connaissance d'alternatives pour réduire la dépendance de votre entreprise aux énergies fossiles ?

Connaissance des alternatives aux énergies fossiles



40 % des dirigeants de PME / TPE ont connaissance d'alternatives aux énergies fossiles dont dépend l'activité de leur entreprise.

- 23 % ont mis en place ces alternatives ou envisagent de le faire que ce soit à court (8 %) ou à moyen terme (7 %).
- 17 % jugent que ces alternatives sont trop compliquées et/ou coûteuses à mettre en place.

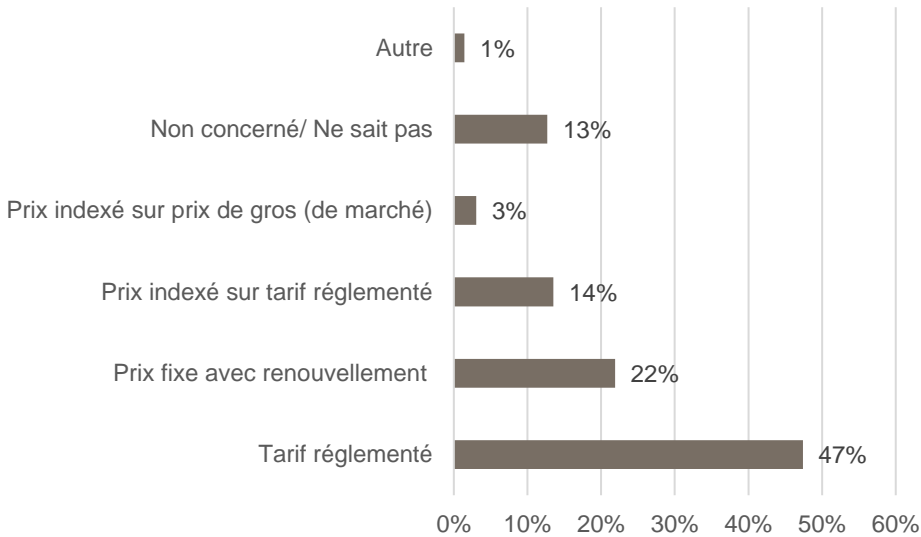
En revanche 32 % d'entre eux n'ont pas connaissance de telles alternatives et 27 % se disent non concernés par cette problématique.

Salaires, prix et problématiques énergétiques (7/8)



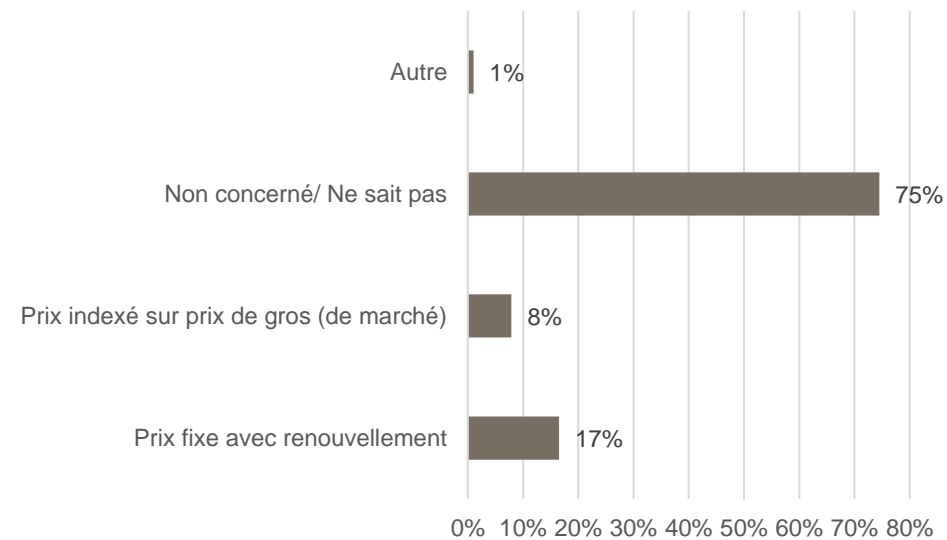
- De quel type de contrat de gaz / d'électricité disposez-vous pour l'année 2022 ?

Contrat d'électricité



47 % des dirigeants de PME / TPE interrogés ont indiqué que leur contrat d'électricité est fixé au tarif réglementé et 14 % qu'il est indexé sur ce tarif. 22 % des entreprises ont un contrat à prix fixe, avec un renouvellement prévu à plus ou moins long terme. 3 % des entreprises ont un contrat indexé sur le prix de gros.

Contrat de gaz



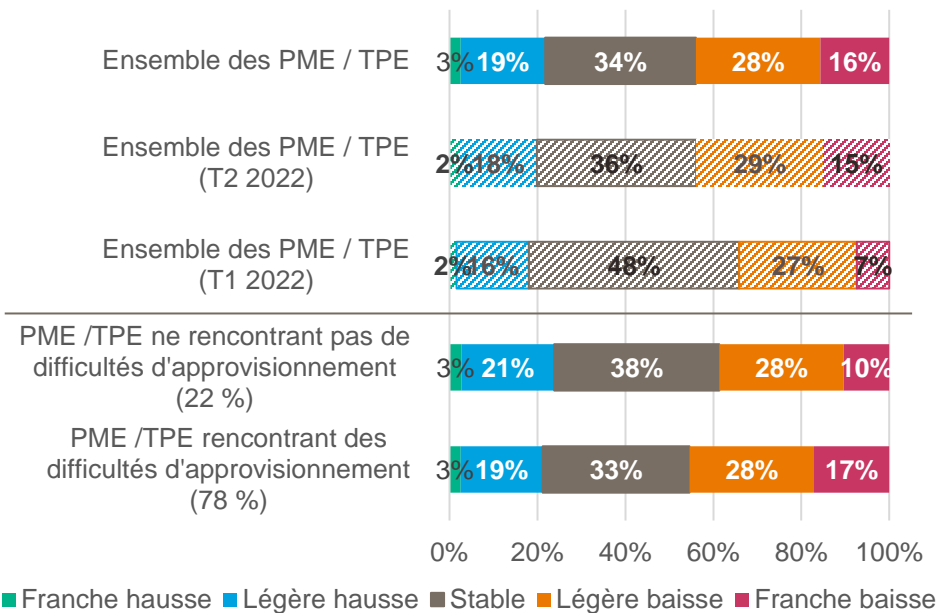
3 dirigeants de PME / TPE interrogés sur 4 ont indiqué ne pas disposer de contrat pour l'approvisionnement en gaz (ou ne pas en connaître les modalités). Parmi les 25 % restants, 8 % ont un contrat avec un prix indexé sur le prix de gros et 17 % disposent d'un contrat renouvelable à prix fixe.

Salaires, prix et problématiques énergétiques (8/8)



- Par rapport à 2021, quelle évolution de la marge nette de votre entreprise anticipez-vous en 2022 ?

Évolution anticipée de la marge nette en 2022

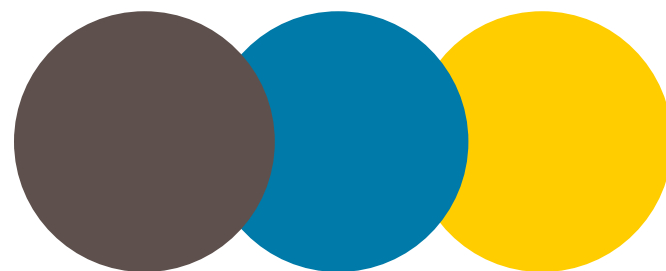


Les hausses de prix anticipées dépassent les hausses de salaires prévues (+4,9 % en moyenne contre +3,1 %). Néanmoins, en raison de la forte hausse des coûts hors salaires, **44 % des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année** (28 % une légère baisse, 16 % une franche baisse). **Cette proportion est inchangée par rapport à la précédente enquête réalisée en avril.** 22 % des entreprises prévoient à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2022 et 34 % une stabilisation de celle-ci.

Les 78 % de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement redoutent plus fréquemment une baisse de leur marge nette (pour 45 % d'entre eux) que les 22 % de dirigeants qui se disent exempts de telles difficultés (38 %).

03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)

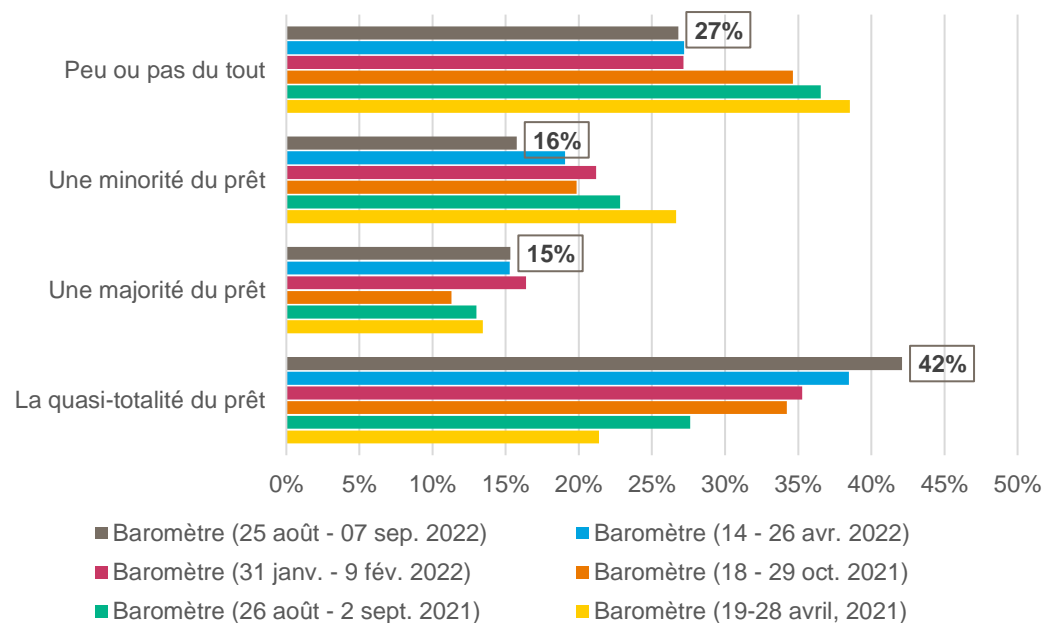


- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Parmi les 64 % des PME / TPE répondantes ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État, 57 % ont utilisé plus de la moitié du montant accordé (54 % dans l'enquête réalisée en avril), dont 42 % ont utilisé la quasi-totalité de leur prêt, une proportion logiquement en hausse continue (38 % il y a 3 mois).

16 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et 27 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE (une proportion stable depuis le début de l'année).

Montant du PGE utilisé



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



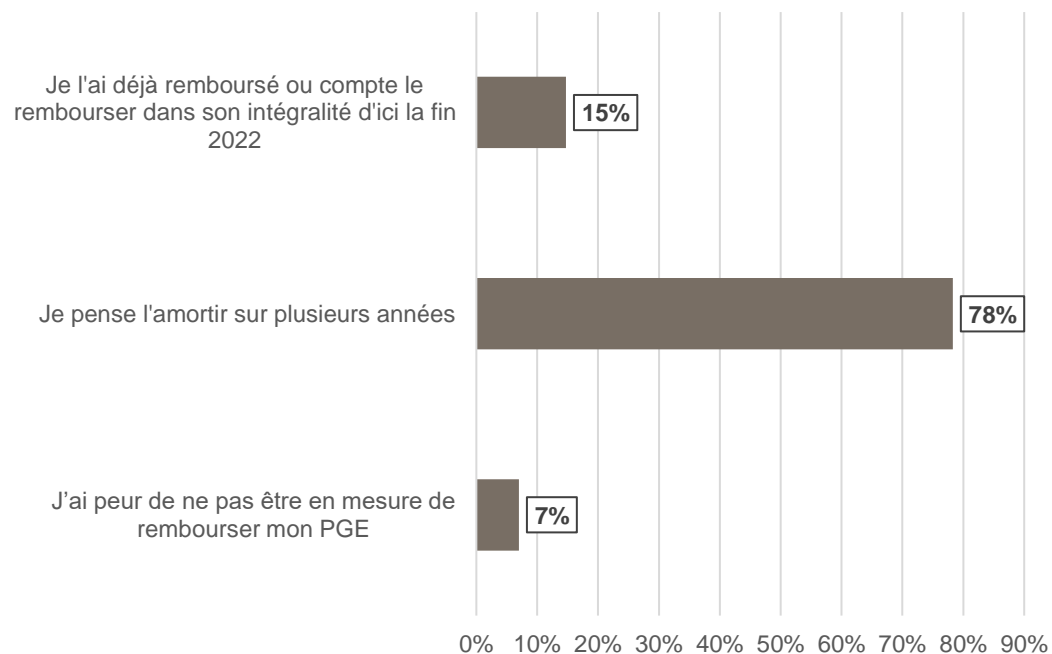
- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

15 % des dirigeants interrogés et ayant obtenu un PGE l'ont déjà remboursé dans son intégralité ou comptent le rembourser intégralement d'ici la fin de cette année (1 point de plus que fin avril). Une large majorité de dirigeants comptent l'amortir sur plusieurs années (78 % d'entre eux).

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE a baissé à 7 %.

🔗 A titre de comparaison, les résultats de l'enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab*, basés sur un échantillon plus important, font part d'une proportion proche de dirigeants craignant ne pas pouvoir rembourser leur PGE (6 %).

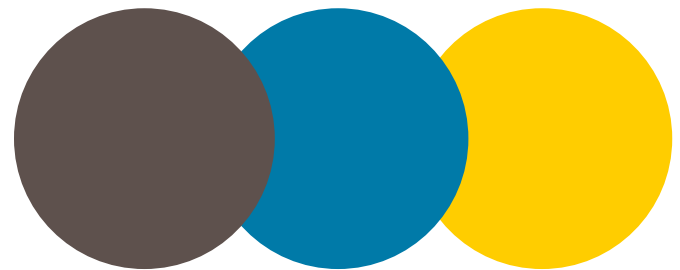
Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 195 dirigeants de PME/TPE du 25 août au 7 septembre 2022. L'analyse en première partie porte sur les 632 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 623 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les difficultés d'approvisionnement, les hausses de prix et salaires, les problématiques énergétiques et le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

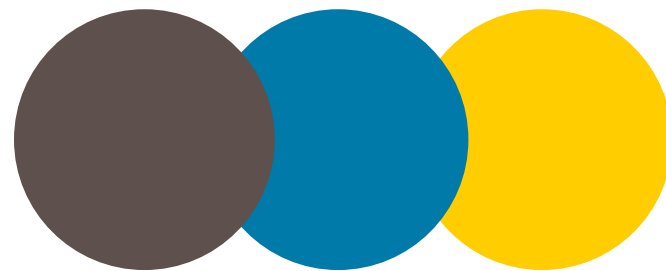
Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode